

21 février 1998

Allocution à l'occasion de l'ouverture du Conseil national du Parti Québécois

Mes amis,

L'année 1998 est très jeune. Cinquante et un jours seulement se sont écoulés depuis le nouvel an. Et pourtant, on se souviendra de ces deux premiers mois de 98 comme d'une période où le peuple québécois a montré ce dont il était capable.

D'abord, il nous est tombé dessus la plus grande tempête de verglas jamais vue sur le continent. À certains moments, la moitié du Québec était dans le noir. Et on a assisté à la plus grande opération de serrage-de-coudes de notre histoire. Quand le réseau électrique est tombé en plusieurs endroits, tous les autres réseaux du Québec se sont mis en action : réseaux municipaux, régionaux, nationaux. Réseaux d'amis et de voisins. Réseaux d'entraide et de solidarité chez les bénévoles, les agriculteurs, les commerçants. Incroyable coopération entre les policiers, fructueux jumelage entre les villes en panne, et les villes prêtant leur personnel et leur matériel. On s'est mis à couper du bois en Abitibi et au Saguenay pour l'amener en Montérégie. À ramasser des vivres à Trois-Rivières pour les livrer à Saint-Hyacinthe. Des infirmières à la retraite de Québec sont allées prêter main forte à leurs consœurs de Saint-Jean. Des monteurs de ligne de tout le continent sont venus rebrancher des agriculteurs au bout des rangs de Saint-Luc. Mais ce qu'il y a eu de plus fort, de plus beau, de plus rassurant, c'est de savoir que la moitié des Québécois étaient prêts à accueillir l'autre moitié dans leurs foyers. Lorsque nous avons lancé l'appel pour trouver des places d'hébergement, nous avons été inondés d'offres de Québécois de partout au Québec.

Chacun a ressenti un besoin de faire sa part, d'ouvrir sa porte, de participer à l'effort collectif. Il faut dire que le verglas ne fait pas de discrimination. Quartiers riches, quartiers pauvres ont été frappés. Le premier ministre a été parmi les tous premiers débranchés, d'abord à la résidence, ensuite à l'hôtel Delta où je m'étais replié avec ma famille. La résidence du président d'Hydro-Québec aussi, était privée de courant. Ce verglas était social-démocrate.

Mais ce que le verglas a démontré, c'est la force de caractère du peuple québécois, sa détermination à surmonter l'épreuve, son sens de l'organisation, de la débrouillardise. Sa capacité à affronter le froid en lui opposant la chaleur humaine. Cette crise nous a permis d'œuvrer ensemble, comme une grande équipe, pour relever un grand défi. S'il y avait des olympiques de la solidarité et de la reconstruction, nous serions des concurrents formidables. Nous avons une autre échéance pendant les mois de janvier et de février : l'ultime effort pour nous débarrasser de notre déficit – cette couche de glace qui pèse sur notre État, sur notre économie et sur nos programmes sociaux. Nous en avons cassé une grande partie, ensemble, depuis deux ans. Ces dernières semaines, grâce aux négociations dans le secteur municipal, nous nous attaquons au dernier gros morceau.

Dans plusieurs villes, ce n'est pas encore terminé. Cependant, les déblocages majeurs auxquels nous avons assisté à Montréal, à la Communauté urbaine de Montréal, à Québec, et dans plusieurs autres villes comme Sherbrooke et Rimouski, sont des signes supplémentaires de la capacité des Québécois de relever de grands défis. Je puis témoigner du travail, du sens des responsabilités, de la volonté de réussir qui ont animé les

négociateurs syndicaux et leurs vis-à-vis municipaux au cours des dernières semaines et des derniers jours. À Montréal, en particulier, l'entente de principe intervenue permettra à la ville de régler une partie de ses problèmes structurels, ce qui est bon pour l'ensemble des habitants de Montréal, et l'ensemble des citoyens du Québec.

Et je veux vous parler d'une qualité que nous avons, nous, Québécoises et Québécois. Une qualité qui s'est manifestée de plus en plus souvent, depuis quelques années au Québec. Au Sommet économique. À la table des partenaires du suivi du sommet. Dans les négociations du secteur public. Dans les missions commerciales à l'étranger. Nous l'avons vu encore dans ma région cette semaine avec ce nouveau pacte syndical-patronal consacrant la stabilité industrielle à l'Alcan. Au Québec, c'est sûr, nous avons des divergences, des visions et des intérêts différents, qui s'affrontent parfois. Mais devant les vrais défis, lorsque ça compte vraiment, on sent chez les Québécois une volonté de faire débloquer les choses. On veut que ça marche. On veut réussir. Chacun est prêt à faire un effort supplémentaire, à mettre un peu d'eau dans son vin, pour faire avancer les choses. Parce que chacun se sent responsable du bien-être collectif. C'est ça, être un peuple. Et c'est cette volonté de réussir, malgré les divergences, qui assure le résultat. C'est une solidarité active, intelligente, industrielle, qui doit nous rendre optimistes pour l'avenir et pour toutes les grandes décisions que nous aurons à prendre.

En ce début d'année, il y avait une autre embûche sur le chemin des Québécois. Le gouvernement fédéral voulait nous intimider avec un énorme tigre de papier : la constitution canadienne. Il voulait nous dire que nous n'avions pas le droit de choisir notre avenir. Il s'agissait d'une énorme opération de relations publiques. Ce fut un énorme gâchis de relations publiques pour le fédéral, et un grand moment pour la solidarité québécoise. Car les électeurs, du Oui et du Non, se sont réveillés et ont dit : un instant! C'est nous qui décidons ! Pas des juges et des avocats! Pas des députés de l'Alberta ou de Terre-Neuve! Et la démocratie québécoise est sortie plus forte qu'avant de l'épreuve de la Cour suprême. Comme la solidarité québécoise est sortie plus forte qu'avant de l'épreuve du verglas.

Comme le partenariat québécois est sorti plus fort qu'avant du défi des négociations dans les secteurs public et municipal. Et à travers toutes ces épreuves, le Québec se fait des muscles, devient plus aguerri, plus confiant en ses capacités. Et ça tombe bien parce que le gouvernement fédéral a trouvé une nouvelle façon de nous tester. Au cours des prochaines semaines et des prochains mois, il va se passer quelque chose de proprement incroyable au Québec et au Canada. Depuis deux ans, la société québécoise a décidé de se donner les moyens de sa solidarité sociale. Elle a pris la décision de ne plus vivre au-dessus de ses moyens et donc de ne plus s'endetter et de ne plus endetter les générations futures. Elle a décidé de fournir un énorme effort collectif, remettre ses finances en ordre, relancer son économie, et ainsi produire plus de richesse pour l'investir selon ses priorités. Pas de l'argent emprunté, à crédit, sur l'avenir, sur le dos des jeunes. Mais de l'argent à nous, que nous avons gagné par notre labeur, et que nous utilisons pour notre mieux-être. Et on les connaît nos priorités, c'est la santé et l'éducation. Nous sommes en train de réussir à mettre nos finances en ordre – dans cinq semaines, pour la première fois en 20 ans, le gouvernement du Québec n'aura plus besoin d'emprunter pour payer l'épicerie. Dans cinq semaines, nous aurons le déficit zéro des opérations courantes.

Puis dans un an, nous atteindrons le déficit zéro absolu. Et grâce à nos efforts, les taux d'intérêt restent bas, et, en plus, nous avons épongé, en tant que gouvernement et en tant que citoyens, les trois quarts de la réduction des dépenses du gouvernement fédéral. Compte tenu de la structure des finances publiques au Québec et au Canada, un surplus commence à se dégager... au fédéral. Paul Martin dit que, déjà, il y a à Ottawa un coussin de 3 000 000 000 \$. Or on sait que dans chaque milliard de surplus au fédéral, environ le quart, environ 250 000 000 \$, proviennent du Québec. Donc, en ce moment, sur les 3 000 000 000 \$ surplus déjà existants, 750 000 000 \$ au moins, au fédéral, sont le résultat des efforts des Québécois. Donc, nos efforts ont porté fruit. Nous avons les moyens de notre solidarité, nous commençons à avoir les moyens d'investir dans notre mieux-être. Les réseaux sont là, les priorités sont là. Il n'est pas nécessaire de verser un dollar dans des tâches administratives ou dans de nouvelles bureaucraties. Au Québec, aujourd'hui, après toutes les rationalisations que nous avons faites, personne ne doute que chaque dollar versé dans le réseau de l'éducation et de la santé se rend directement aux services aux étudiants et aux patients. Mais j'ai une très mauvaise nouvelle à apprendre aux Québécois aujourd'hui.

Nos priorités sont claires, et l'argent est là. Mais il y a quelque chose qui cloche. Notre argent ne sera pas utilisé pour répondre à nos priorités. Pourquoi? Parce que Monsieur Chrétien fait de la politique avec notre argent. Parce que le gouvernement fédéral est en campagne préréférendaire. Parce que ce qui importe aux stratèges d'Ottawa, ce n'est pas d'ouvrir des lits à longue durée, pour désengorger les urgences, ce n'est pas d'ouvrir de nouvelles écoles de formation de pointe pour aider à la réussite de nos jeunes. Ce qui importe à ces gens, c'est de multiplier le nombre de drapeaux du Canada sur les chèques, sur les immeubles, sur les panneaux publicitaires. Un exemple parmi cent : la semaine dernière, les journaux nous apprenaient que la Société canadienne des Postes allait dépenser le double, 30 000 000 \$, pour mettre le mot « Canada » sur les bureaux de postes au Québec, sur les camions et sur les uniformes des postiers. Presque au même moment, dans son combat pour désengorger les urgences d'hôpitaux, le Dr Rochon a investi 15 000 000 \$ pour ouvrir 350 lits de longue durée. Une seule mesure, de 15 000 000 \$, qui va donner un répit très significatif au réseau de la santé. Alors vous voyez, 30 000 000 \$, de l'argent qui nous permettrait d'accélérer la modernisation du réseau de la santé, l'ouverture de lits de longue durée, va partir en propagande fédérale. Ils vont dépenser 30 000 000 \$ l'argent pour remplacer les mots « Société canadienne des Postes », par les mots « Postes Canada ». C'est une honte. Mais ce n'est rien à côté de ce qu'on va nous servir au budget fédéral de mardi prochain. Au lieu de répondre aux vrais besoins des Québécois, le gouvernement fédéral va prendre notre argent, l'argent de nos efforts et de nos sacrifices, et va inventer de nouvelles bureaucraties. Il va mettre sur pied des Fondations dont on n'a pas besoin. Il va nommer des administrateurs dont on n'a pas besoin. Il va leur donner des comptes de dépenses dont on pourrait se passer.

Il va embaucher du personnel dont on n'a pas besoin. Il va distribuer des chèques à des citoyens qui vont être bien contents de les avoir, mais des chèques qui ne répondront pas aux priorités des Québécois. Les ministres fédéraux vont se gargariser. Ils vont même dire qu'ils s'occupent de la santé et de l'éducation, même si ce sont des compétences du Québec. Et quand je dis que ce sont nos « compétences », je ne parle pas seulement de nos juridictions. Je veux dire que nos enseignants, notre personnel hospitalier, nos administrateurs, nos ministères, sont « compétents ». C'est à eux qu'il faut donner les moyens de rendre des services de santé et d'éducation, pas aux bureaucrates de Paul Martin, de Sheila Copps ou de Pierre Pettigrew. Mais Jean Chrétien a décidé de s'improviser ministre

de l'Éducation. Il veut pouvoir distribuer des bourses avec des feuilles d'érable dessus, à temps pour la prochaine campagne référendaire. Tous les intervenants du monde québécois de l'éducation, les recteurs, les étudiants, les professeurs, lui demandent de ne pas faire ça, de ne pas engloutir notre argent dans une nouvelle Fondation inutile. Ils lui demandent de rendre cet argent disponible au Québec, aux autorités compétentes, pour le réseau existant de l'éducation, pour répondre aux priorités qu'ils ont eux-mêmes identifiés, avec les gens qui connaissent ça, c'est à dire Mme Marois, la ministre de l'Éducation du Québec.

Mais Jean Chrétien a aussi décidé de se déguiser en ministre de la Santé. Il a déjà annoncé toute une série d'initiatives : un Fonds de transition pour les sciences de la santé, un programme de soins à domicile et de soins communautaires, un programme national d'assurance-médicaments. Tous les premiers ministres des provinces ont demandé à Jean Chrétien de ne pas mettre d'argent là-dedans, mais de le retourner aux réseaux de santé existants du Québec et des provinces. Tous les ministres des Finances des provinces ont demandé à Paul Martin de ne pas mettre d'argent là-dedans, mais de le mettre dans les réseaux de santé existants du Québec et des provinces. Mais non. Jean Chrétien et Paul Martin vont de l'avant. Ils veulent que le drapeau canadien flotte sur la santé et l'éducation, à temps pour la prochaine campagne référendaire. Le gouvernement fédéral a décidé qu'il allait distribuer unilatéralement notre argent, dans les secteurs qu'il définit lui-même, d'Ottawa, dans sa tour d'ivoire, dans sa tour de Pise. Simultanément, pendant qu'ils distribuent notre argent à tort et à travers, les fédéraux cherchent tous les moyens pour réduire la capacité d'agir du gouvernement du Québec. Un bel exemple : l'attitude fédérale dans la prise en charge des programmes d'aide aux sinistrés du verglas. Jamais auparavant le fédéral n'avait court-circuité une province canadienne dans la distribution de l'aide, jamais. Jamais auparavant le fédéral n'avait décidé de faire de la politique avec les besoins des agriculteurs et des gens d'affaires qui essaient de se relever après une catastrophe.

L'argent que distribue le fédéral, il ne tombe pas du ciel. Un ministre d'Ottawa disait dédaigneusement l'autre jour que le trésor fédéral n'était pas un guichet automatique. Quand les Québécois vont au guichet automatique, ils savent qu'ils ne peuvent pas retirer plus d'argent, que la somme qu'ils ont eux-mêmes versée dans leur compte. Et l'argent des programmes d'aide du fédéral, il vient des impôts des Québécois. Ce n'est pas un cadeau que l'on reçoit. On ne demande que notre juste part. Mais on a appris que, contrairement à tout ce qui nous a été dit ces dernières années, ce n'est pas vrai que les provinces sont égales au Canada. En fait, il y a des provinces qui ont le droit de se faire rembourser pour des pylônes effondrés sous le verglas ou la neige. Ce sont les provinces comme Terre-Neuve ou le Manitoba. Puis il y a le Québec, qui, lui, n'y a pas le droit. Je suppose qu'il y a des pylônes politiquement corrects, et des pylônes peu fréquentables. Mais le refus du fédéral de reconnaître le caractère exceptionnel des dépenses engagées par Hydro Québec pour le rebranchement des sinistrés et la remise en état du réseau n'est pas anodin. D'ailleurs cette décision n'a pas été prise immédiatement. Lors des premiers échanges, le fédéral envisageait volontiers la possibilité d'une compensation pour Hydro.

Mais il y a eu une discussion politique, à Ottawa, entre les ministres et les stratèges fédéraux. Puis il y a eu une décision politique, à Ottawa, de priver Hydro-Québec, et de priver le Québec de l'aide à laquelle nous avons droit. D'ailleurs on l'a bien vu, ce n'était pas la somme qui posait problème. Il n'y a pas eu d'offre, de contre-offre ou de négociation. Il y a eu une fin de non-recevoir, dogmatique, donné de façon à causer un tort maximal aux finances du Québec.

Lorsque Bernard Landry a fait le compte, il y a une semaine, de l'impact de cette injustice fédérale sur le budget du Québec, certains à Ottawa ont dû être très déçus. Ils devaient espérer qu'en nous imposant ce fardeau, le Québec serait incapable de respecter ses objectifs financiers de réduction du déficit. Mais nous réussissons quand même, malgré cette nouvelle embûche. La décision du fédéral nous oblige cependant à utiliser toute la marge de manœuvre que nous avons réussi à accumuler, grâce à notre bonne gestion et à la reprise économique du Québec. Il y avait là environ 300 000 000 \$, que nous aurions pu utiliser dans la santé, dans l'éducation, pour alléger le fardeau fiscal ou dans des mesures de création d'emplois. C'est une somme énorme, par les temps qui courent. Mais nous avons dû utiliser cette marge pour éponger les coûts du verglas, pour éponger le refus fédéral de nous venir en aide, et nous avons dû en plus trouver 200 000 000 \$ dans les ministères pour boucler l'année. Alors, vous voyez, Ottawa nous fait une guérilla financière, avec notre propre argent.

La guérilla a commencé au moment de l'harmonisation de la TPS, quand Ottawa a décidé de verser 1 000 000 000 \$ aux provinces Maritimes pour leur harmonisation, sans verser un sou des 2 000 000 000 \$ qui sont dus au Québec selon cette formule. La TPS, c'est comme les pylônes. Il y a la TPS des provinces maritimes, qui a droit à la solidarité d'Ottawa, et il y a la TPS du Québec, qui n'y a pas droit. Imaginez, si nous avions justice au Canada, le déficit québécois serait déjà éliminé. Mais nous n'avons pas justice, nous n'avons même pas droit à l'information. Vous savez peut-être que le gouvernement fédéral a refusé de nous dévoiler les calculs utilisés pour nous refuser cette compensation. Le gouvernement fédéral a même refusé d'aller en arbitrage sur cette question. Il a peur de ce qu'un arbitre neutre aurait à dire. Il a raison d'avoir peur. Ottawa a décidé de confisquer l'argent des Québécois. L'argent pour les mesures d'urgences d'Hydro-Québec, l'argent de la compensation pour l'harmonisation de la TPS, l'argent qui devrait revenir à nos budgets de la santé et de l'éducation.

Il n'y a maintenant plus aucun doute, et dites-le à tous les Québécois: nous avons, collectivement, les moyens de notre solidarité. Nous avons les moyens d'investir dans notre réseau de santé, dans notre réseau de l'éducation, dans l'emploi. Nous avons les moyens d'alléger le fardeau fiscal. L'argent est là. Nous l'envoyons, par nos taxes et nos impôts, à Ottawa. Il est dans le 30 000 000 000 \$ que les Québécois envoient à Ottawa chaque année.

Mais nous n'avons le droit ni de le gérer, ni de toucher notre juste part. En y pensant bien, il y a un moyen de réconcilier notre argent, avec nos besoins. Il y a un moyen d'investir notre argent dans nos priorités: c'est que les Québécois décident d'avoir un rapport d'impôt, un budget, un État, un pays: le Québec. Nous savions que nous avons des raisons politiques de faire la souveraineté. Nous savions que nous avons des raisons économiques de faire la souveraineté. Nous savions que nous avons des raisons culturelles de faire la souveraineté.

Mais aujourd'hui, la volonté clairement exprimée du gouvernement fédéral de mal gérer l'argent de nos impôts démontre qu'il faut aussi faire la souveraineté pour la simple raison de bien gérer l'argent des Québécois. Puisque Ottawa a pris la décision d'être un mauvais gouvernement avec notre argent, de multiplier les dédoublements et les gaspillages, il devient évident qu'à ce mal, il n'y a qu'un seul remède. Les Québécois ont besoin de la souveraineté pour avoir un gouvernement qui gère sagement ses affaires. Dans le passé, il y a eu des moments où le gouvernement du Québec et celui du Canada ne s'entendaient pas.

Il y a eu des moments où leurs politiques étaient divergentes à certains égards. Il y a eu des moments où ils intervenaient sans se coordonner suffisamment. Mais jamais, je pense, un gouvernement fédéral n'a engagé une offensive aussi importante, aussi multiforme, contre un gouvernement québécois. Offensive contre nos droits démocratiques, offensive pour nous remplacer dans les secours donnés aux sinistrés, offensive pour nous remplacer dans le domaine de la culture, pour intervenir à tort et à travers dans la santé et l'éducation.

Offensive pour priver le gouvernement québécois des sommes qui lui sont dues. Les dégâts causés par le fédéral se constatent aussi dans d'autres secteurs de notre économie. Dans le dossier du gaz naturel, le gouvernement fédéral a pris une décision injustifiable en approuvant un pipeline entre la Nouvelle-Écosse et les États-Unis, alors que le projet de Gaz Métro, structurant pour le Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick et beaucoup plus créateur d'emplois, n'a jamais pu être discuté correctement. Jean Chrétien avait pourtant déclaré publiquement son appui au projet du Québec, mais il a renié sa parole, comme dans tant d'autres dossiers. Et je ne vous parle pas de l'abandon de Mirabel par le gouvernement fédéral, qui refuse de compenser de quelque façon que ce soit les gens de la région pour son erreur monumentale – imposée unilatéralement, comme les autres. Le refus d'Ottawa de participer même au comité mis sur pied pour trouver un nouveau mandat pour Mirabel illustre le mépris fédéral pour les citoyens et l'économie de toute une région. À Mirabel, Jean Chrétien et tout son gouvernement ont commis un délit de fuite.

En 1995, les Québécois qui ont voté Oui l'ont fait avec le cœur. La prochaine fois, ils auront raison de voter Oui avec le cœur et avec le portefeuille. Car ce n'est pas seulement l'avenir culturel de nos enfants que nous voulons améliorer en gérant toutes nos affaires, c'est aussi leur avenir économique, le financement de leurs programmes sociaux, l'investissement dans leur patrimoine, et la fin des chicanes épuisantes entre deux ordres de gouvernement. Vous le savez, l'automne prochain, il y aura quatre ans que le gouvernement du Parti québécois a été élu. Nous avons mis en œuvre les grandes réformes prévues à notre plateforme politique, nous avons réparé les pots cassés par les libéraux, nous avons fait avancer le Québec socialement, économiquement et politiquement. Nous allons être fiers de présenter notre bilan aux électeurs. Un bilan que nous avons réalisé grâce à une formidable équipe de députés et de ministres. Et dans cette équipe, il y a un ministre dont je voudrais vous dire quelques mots: notre ami Guy Chevrette. Je suis heureux, ce matin, que Guy ait répondu à tous les appels, tous les témoignages, qui soulignaient son expérience, qui rappelaient tout ce qu'il avait fait pour le parti, pour le gouvernement, et pour le combat souverainiste, et qui lui disait surtout que sa contribution était nécessaire pour aujourd'hui, pour demain, pour les grands combats qu'il nous reste à livrer.

J'ai parlé à Guy, je lui ai dit qu'il avait beaucoup à faire, dans l'équipe, mais qu'il devait savoir, comme chacun de nous, qu'il ne pouvait pas répondre à lui seul aux besoins de 70 00 000 de Québécois. Alors Guy est de retour. Il va continuer à s'occuper magnifiquement des Ressources naturelles, de la Réforme électorale et... de la préparation du prochain scrutin. Je suis content que Guy nous ait tous écoutés, et qu'on puisse compter sur lui pour les prochaines élections. Lorsque le moment viendra de retourner aux urnes, les électeurs québécois auront un choix clair. Élire le Parti libéral du Québec et son chef, ce serait donner à Ottawa le signal que tout va bien, que ses empiétements sont bienvenus, que ses décisions unilatérales sont légitimes. Réélire au contraire le Parti québécois, c'est affirmer que le Québec a des droits, que le Québec ne se laisse pas bousculer, que le Québec ne se laisse

pas faire. C'est affirmer qu'on veut à la fois le progrès social et le progrès économique. C'est affirmer qu'on est confiants en notre capacité de relever des défis.

C'est affirmer qu'on tient à décider nous-mêmes de notre avenir.

Merci.